Le capital-investissement en région Sud

Marseille – Lundi 16 septembre 2024



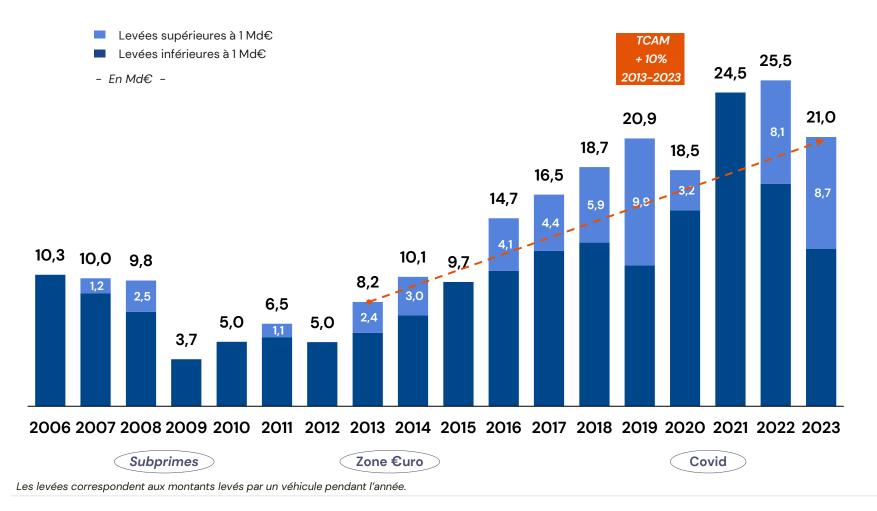


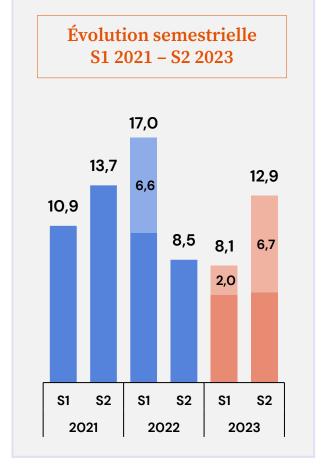
Chiffres clés

du capital-investissement français

Evolution des levées de capitaux

Les levées de l'année 2023 atteignent un niveau élevé, portées par un 2nd semestre très actif et la concrétisation de levées de grande taille.

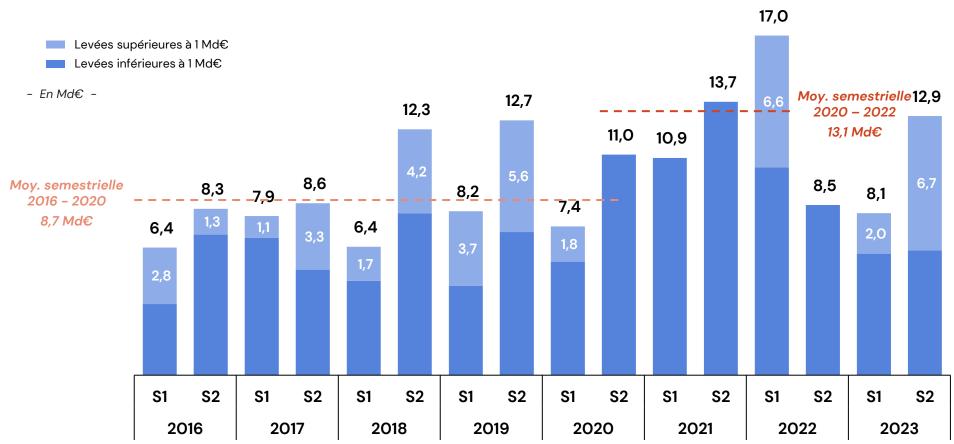




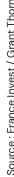
71 FRANCE INVEST

Evolution des levées de capitaux <u>par semestre</u>

Les levées de capitaux rebondissent au S2 2023, tirées par les levées supérieures à 1 Md€, après le retrait observé à partir du S2 2022 faisant suite à 4 semestres d'activité intense (S2 2020 – S1 2022) pour atteindre la moyenne post covid de 13,1 Md€.

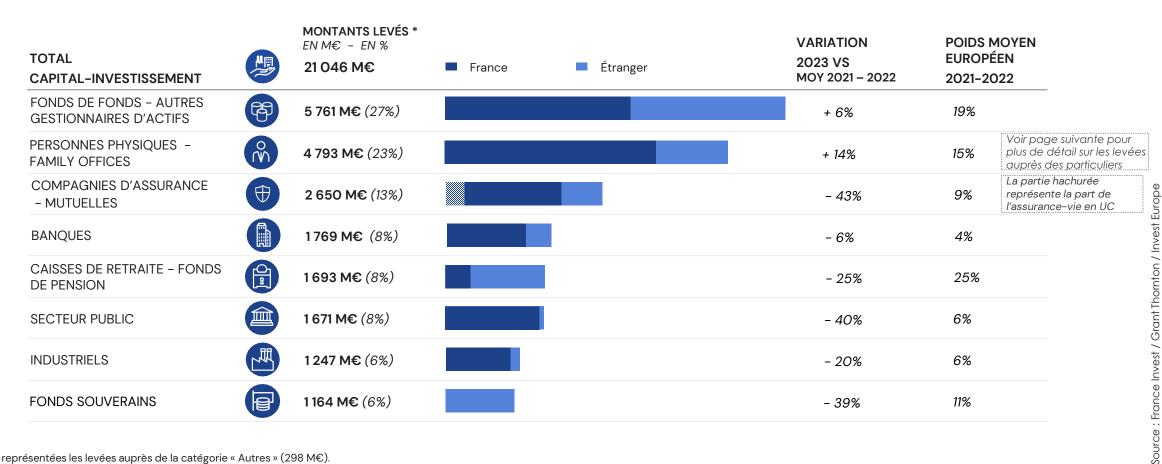


Les levées correspondent aux montants levés par un véhicule pendant l'année.



Répartition des levées par souscripteurs

Les personnes physiques et family offices sont des souscripteurs majeurs du capital-investissement français en 2023, derrière les fonds de fonds. Ils concentrent 23% des capitaux levés en 2023. Les engagements de la plupart des investisseurs institutionnels sont en baisse (exceptés pour les fonds de fonds de fonds).



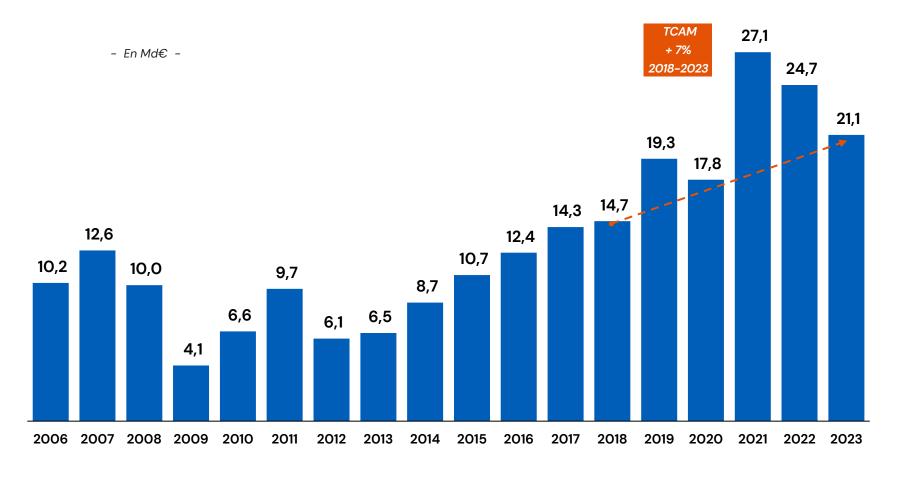
^{*} Ne sont pas représentées les levées auprès de la catégorie « Autres » (298 M€).

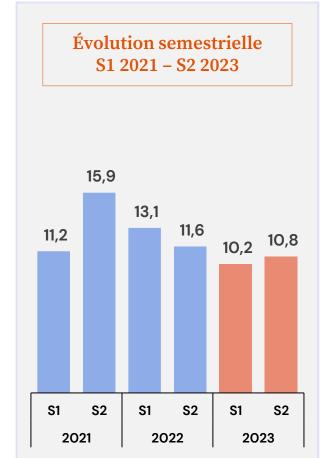




Investissements en montants

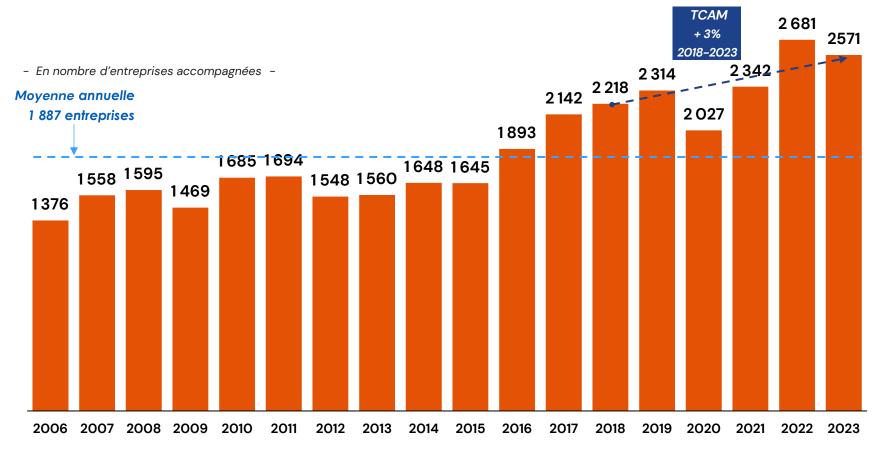
En 2023, les montants investis sont historiquement élevés bien que en baisse de 19% par rapport aux années exceptionnelles de reprise en 2021 et 2022.

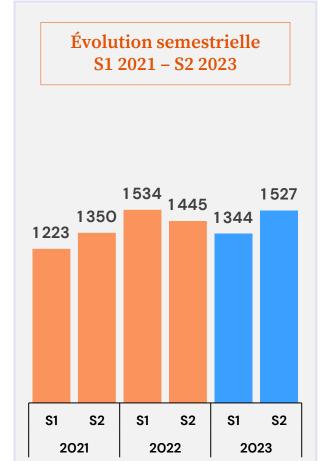




Investissements en nombre

Le nombre d'opérations réalisées est très important, en recul de seulement 4% par rapport au pic de 2022.

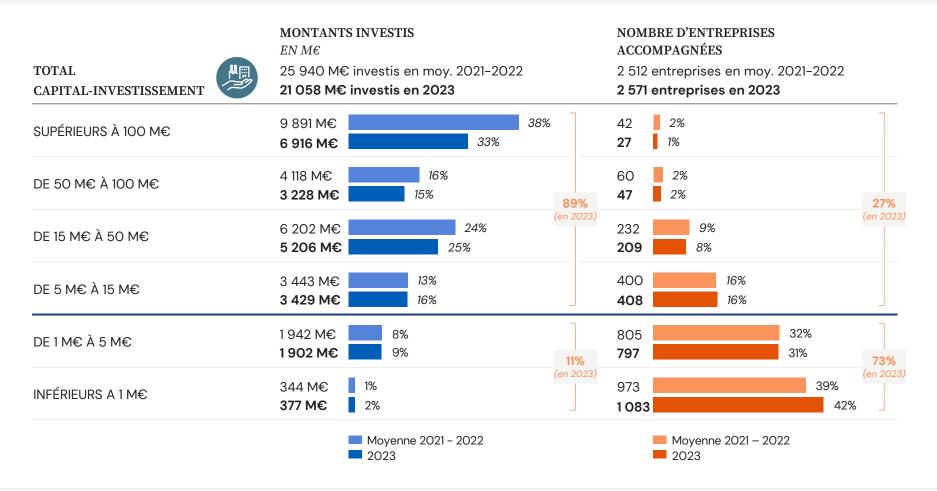




Répartition par taille de tickets

Les investissements sup. à 50 M€ sont en baisse nette par rapport aux moyennes 2021/2022, période particulièrement dynamique dans le contexte post covid (-28 % en montants vs. moy. 2021-2022).

Cette baisse est moins marquée sur le mid cap (tickets entre 5 et 50 M€ : -10% en montants et -2% en nombre d'opé. vs. moy. 2021–2022) **qui se maintient à haut niveau**.



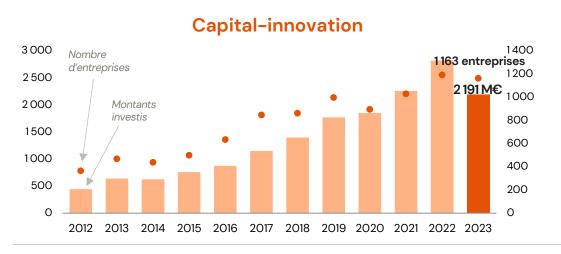
Répartition sectorielle des investissements

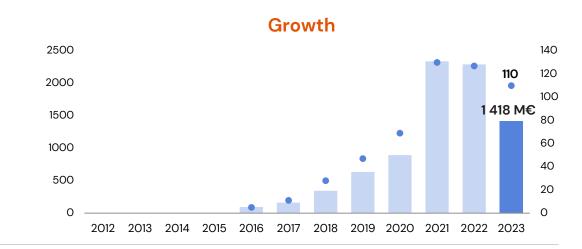
Hausse des investissements, en montants et en nombre, dans l'industrie, malgré un ralentissement de l'activité après la période 2021/2022. Le nombre d'opérations augmente également dans le BtoC et la santé.

TOTAL CAPITAL-INVESTISSEMENT	æ	MONTANTS INVESTIS EN M€ 21 058 M€ en 2023	NOMBRE D'ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES 2 571 ENTREPRISES en 2023
BIENS ET SERVICES INDUSTRIELS	iii	6 273 M€ 30%	578
BIENS ET SERVICES DE CONSOMMATION	Ä	4 167 M€ 20%	582
NUMÉRIQUE	*	3 742 M€ 18%	615
MÉDICAL PHARMA & BIOTECHNOLOGIES	0	3 O58 M€ 15%	403
SERVICES FINANCIERS		1 915 M€ 9%	155
AUTRES SECTEURS		1903 M€ 8%	238

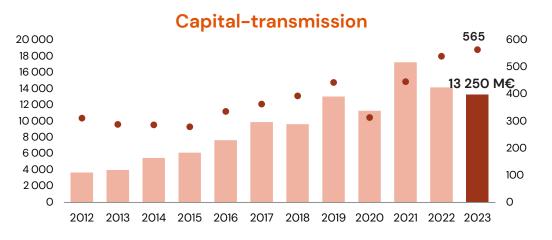
Historique des investissements par segment

Sur tous les segments, l'activité d'investissement diminue par rapport à la période 2021/2022. Le nombre d'entreprises accompagnées en capital-transmission (565) atteint son plus haut niveau historique.









Source : France Invest / EV

Les entreprises en portefeuille du capitalinvestissement français

Plus de 10 000 entreprises accompagnées par le capitalinvestissement français à fin 2022 34 % en Venture & Growth 44 % en capital-développement 22 % en capital-transmission

Plus de 3/4 sont des PME

80% des entreprises sont basées en France

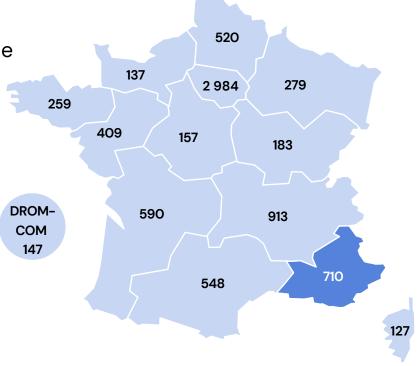


Entreprises en portefeuille par région*

La région Sud concentre 9 % du nombre total d'entreprises françaises accompagnées par le capita-investissement français à fin 2022.

31/12/2022

7 963 entreprises françaises en portefeuille



^{*} Chaque entreprise est affectée à la région de son siège social



Solling : France Invest /

Création de valeur dans les PME et ETI accompagnées par les acteurs français du capital-investissement

L'étude réalisée par France Invest et EY est réalisée sur un échantillon d'opérations qui respectent les critères suivants:

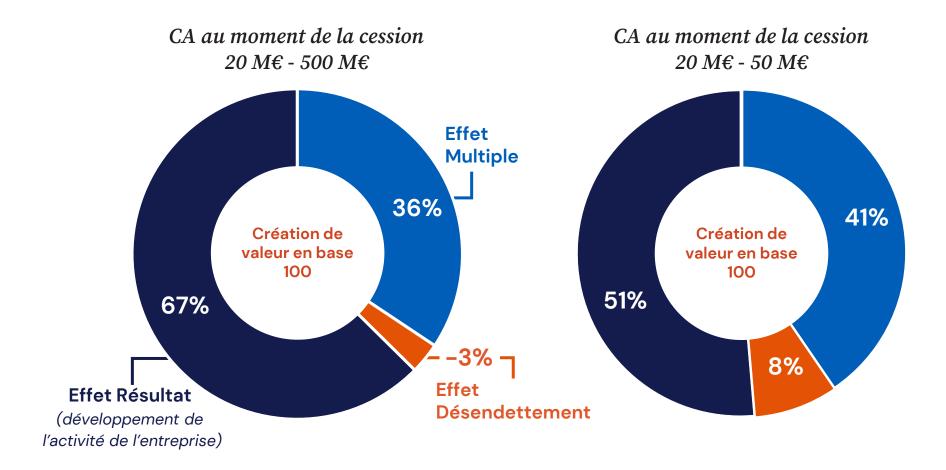
- > Entreprises françaises, initialement investies en capital-transmission,
- cédées totalement entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2022,
- > et présentant au moment de la cession un chiffre d'affaires compris entre 20 M€ et 500 M€.
- > Sélection des seules opérations pour lesquelles le membre de France Invest identifié, seul ou leader d'un pool financier, disposait de la majorité du capital ou, a minima, d'une minorité de blocage.

Les slides qui suivront présentent un focus sur les entreprises réalisant un chiffre d'affaires compris entre 20 M€ et 50 M€ au moment de leur cession, afin de donner une image plus représentative de l'activité des acteurs régionaux du capital-investissement.

urce: France Invest,

Principaux déterminants de la création de valeur (Focus sur les entreprises avec un CA <50 M€)

À partir du millésime d'entrée 2008, l'effet résultat devient le principal déterminant de la création de valeur.



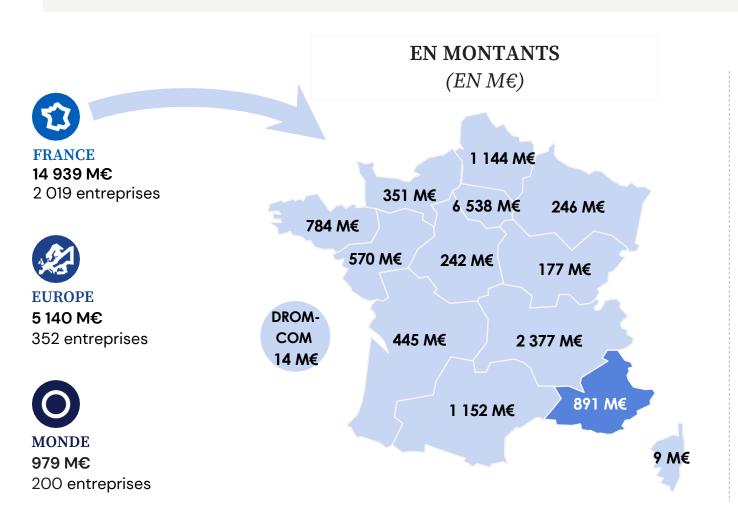
L'investissement en capital

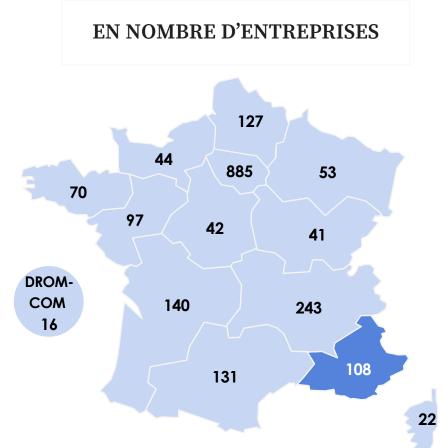
en région Sud en 2023



Répartition régionale des investissements*

891 M€ investis dans 108 entreprises en région Sud en 2023.





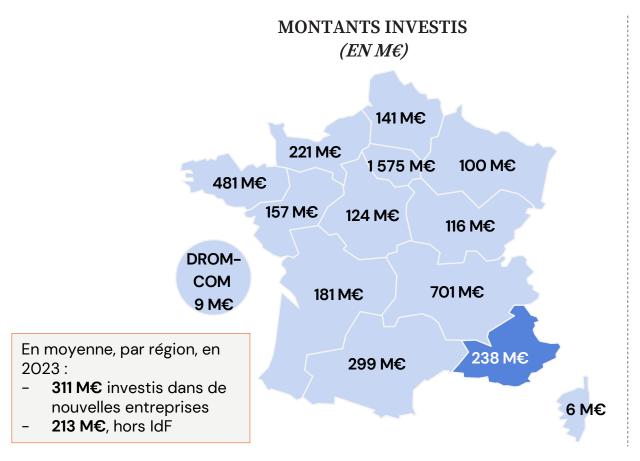
^{*} Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise



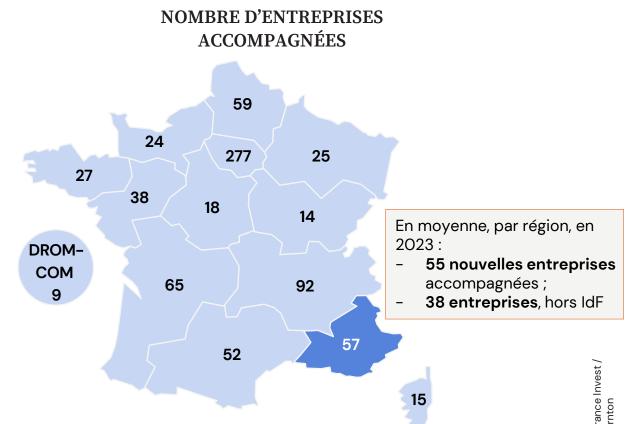


Répartition régionale des transactions primaires en 2023*

4 350 M€ investis dans de nouvelles entreprises en France en 2023 par le capital-investissement*



772 nouvelles entreprises accompagnées en France en 2023 par le capital-investissement*



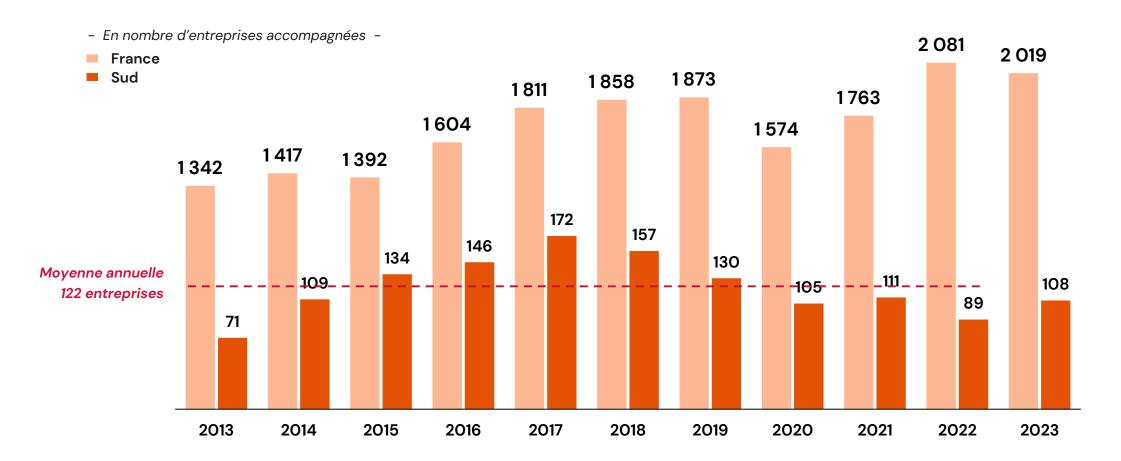
^{*} Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise





Évolution des investissements en nombre d'entreprises en région Sud

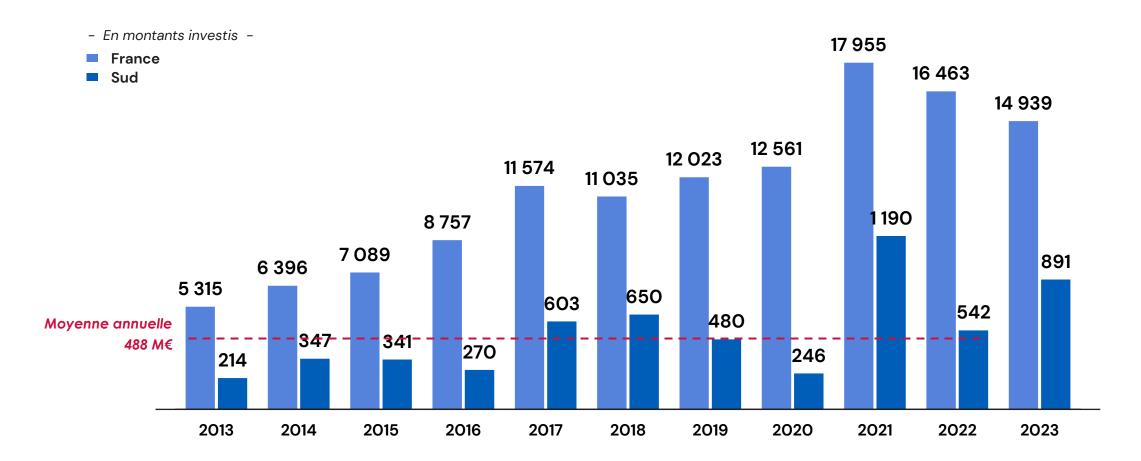
Légère progression du nombre d'entreprises accompagnées en 2023 en région Sud (+8 % vs. moy. 21/22), qui demeure en deçà de la moyenne annuelle de long terme .





Évolution des montants investis *en région Sud*

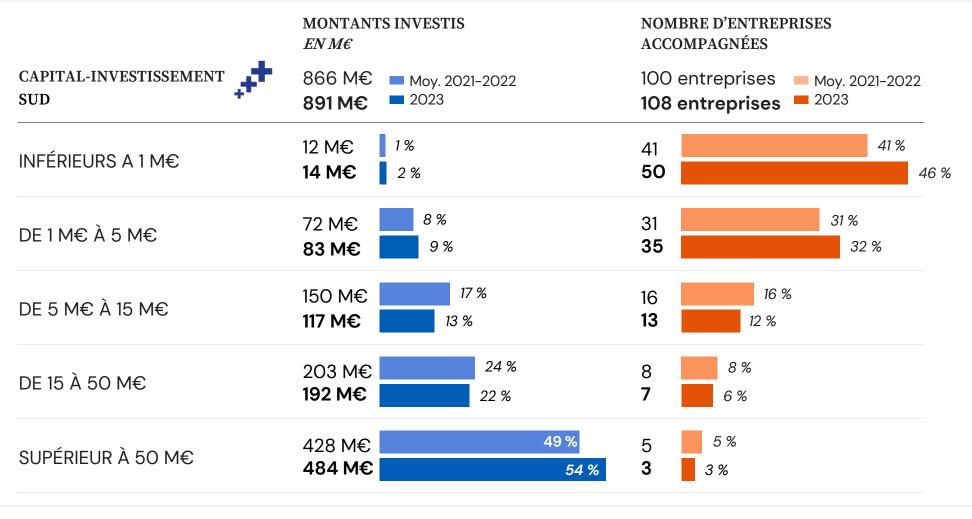
Les montants investis en région Sud repartent à la hausse, après une année 2022 marquée par l'absence d'opérations de très grande taille.





Évolution des investissements taille de ticket

En 2023, le nombre d'entreprises accompagnées augmente sur les tickets inférieurs à 5 M€ (85 entreprises vs. 72 pour la moyenne 21/22).





Évolution des investissements par secteurs

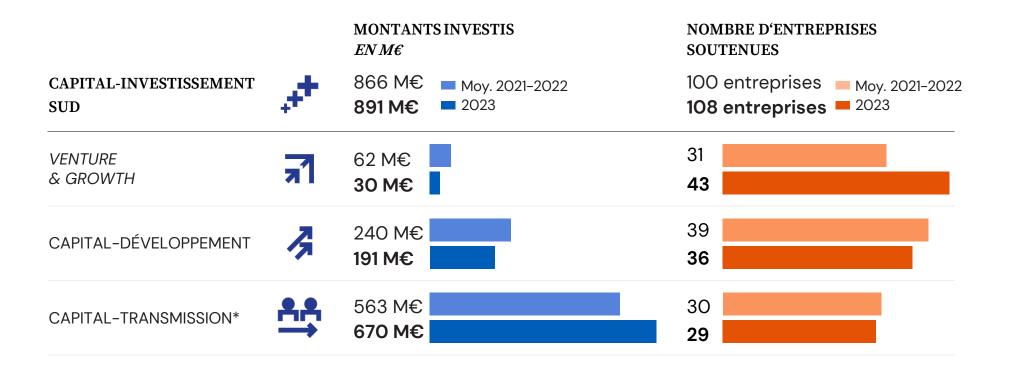
Prédominance du BtoC et de l'industrie qui représentent 61 % des entreprises accompagnées en 2023. En lien avec une opération de grande taille, le secteur du BtoC concentre près de 50 % des montants investis.

CAPITAL-INVESTISSEMENT SUD	g#	MONTANTS INVESTIS ENM€ 891 M€	NOMBRE D'ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES 108 ENTREPRISES
BIENS ET SERVICES DE CONSOMMATION	Ä	431 M€ 48 %	37 34 %
BIENS ET SERVICES INDUSTRIELS		203 M€ 23 %	29 27 %
NUMÉRIQUE	*	158 M€ 18 %	15 14 %
MÉDICAL PHARMA & BIOTECHNOLOGIES	©	78 M€ 9 %	11 10 %
AUTRES SECTEURS	▣	14 M€ 2 %	10 9 %
SERVICES FINANCIERS		7 M€ 1%	6 6 %



Évolution des investissements par segments

Malgré la baisse des montants investis, le nombre d'opérations réalisées en région Sud sur le segment du *Venture & Growth* augmente (+ 39% vs. moy. 21/22).



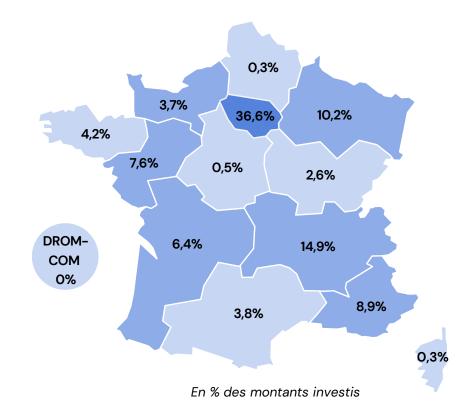
 $^{^{}st}$ Le capital-retournement est compris dans le capital-transmission.



Répartition régionale

Des Business Angels présents sur tout le territoire national*.

4,4 M€ investis en région Sud directement dans 41 entreprisespar les Business Angels en 2023



^{*} Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise



Étude IN France x France Invest

Impact territorial du capitalinvestissement français

Impact territorial: méthodologie

Dans sa volonté permanente de mesurer le poids économique et social des acteurs du capital-investissement français, France Invest a demandé à IN France de réaliser une étude sur l'impact territorial de notre profession. L'association remercie Eiffel Investment Group pour sa mise en relation avec IN France.

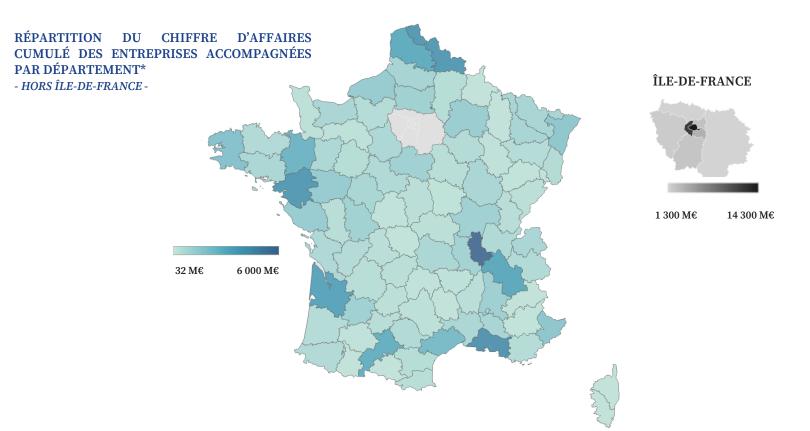
- IN France a réalisé une analyse de l'impact territorial des sociétés accompagnées par les membres de France Invest à fin 2022. Pour assurer la meilleure couverture possible, les données utilisées sont celles de l'année fiscale 2021.
- IN France est une filiale du groupe Societe.com qui est spécialiste dans la mesure et veille d'impact territorial des entreprises en France. Elle utilise des données certifiées afin de produire des constats fiables sur les effets directs, indirects et induits de l'activité économique des entreprises sur leur territoire.
- Dans le cadre de l'étude, IN France a identifié 7 262 unités légales actives en France en 2021 ayant reçu un investissement d'un membre de France Invest. Sur cette base, 24 911 établissements actifs sur la même période rattachée à ces unités légales ainsi que leur effectif salarié via la tranche effectif du répertoire SIRENE ont été identifiés.
- De ces 7 262 unités légales, IN France a pu extraire du Registre National des Entreprises 4 832 comptes de résultats pour l'année 2021. Une extrapolation linéaire a été réalisée pour le reste des unités légales selon le secteur et l'effectif salarié des unités légales sans chiffre d'affaires.
- Pour mieux comprendre le réel impact des entreprises sur les territoires, IN France a utilisé la méthodologie « IPV » développée en interne permettant de ventiler l'ensemble des liasses fiscales selon le % des effectifs salariés de leurs établissements. Ces données ont été récupérées via la tranche effectif du répertoire SIRENE.

^{*} L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

Impact territorial: vision nationale

La carte ci-dessous montre la ventilation du chiffre d'affaires des établissements de chaque entreprise sur le territoire français.

L'activité des entreprises accompagnés par des fonds de capital-investissement se répartit sur l'ensemble du territoire avec une concentration plus importante près des grandes métropoles. Le chiffre d'affaires total de l'échantillon analysé est de 121 Mds € dont 82 Mds€ hors Île-de-France.



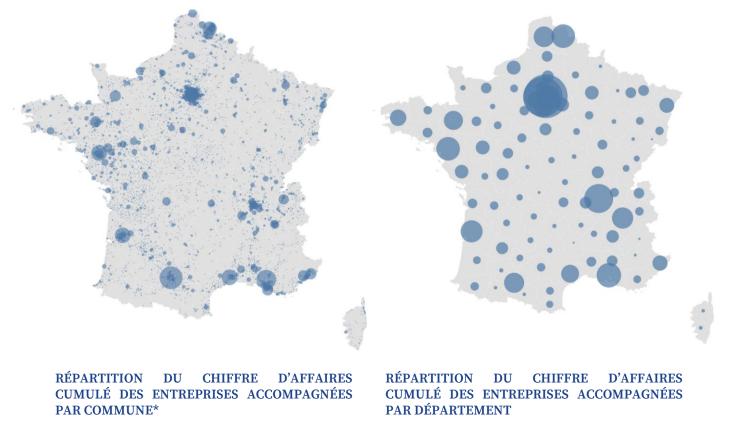


^{*} L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse porte sur une unité légale par entreprise et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.



Impact territorial : répartition des chiffres d'affaires par département et par commune

En plus des volumes d'activité importants dans les grandes agglomérations, la carte ci-dessous montre le dynamisme de l'activité près des agglomérations de taille moyenne.





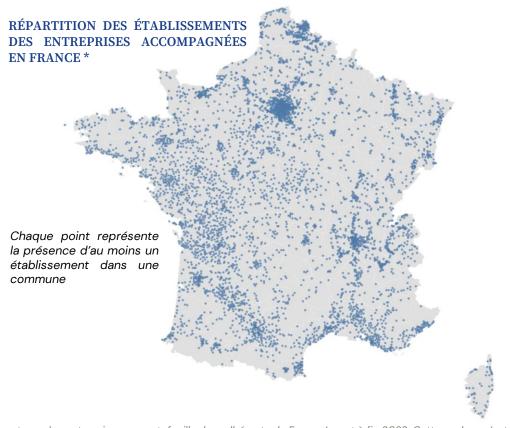
L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent

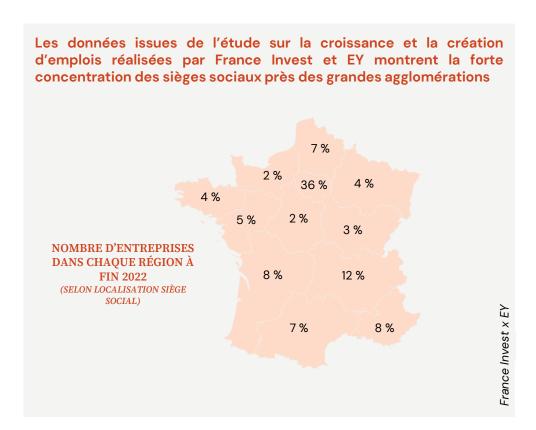
^{*}Une commune correspond à un code commune de l'INSEE et donc pas à une ville (particulièrement pour Paris, Lyon et Marseille pour lesquels il s'agit du chiffre d'affaires par arrondissement).



Impact territorial: présence sur le territoire national

Bien que les sièges sociaux des entreprises accompagnées par le capital-investissement français soient principalement présents dans les grandes agglomérations, ces entreprises disposent d'établissements répartis sur l'ensemble du territoire.





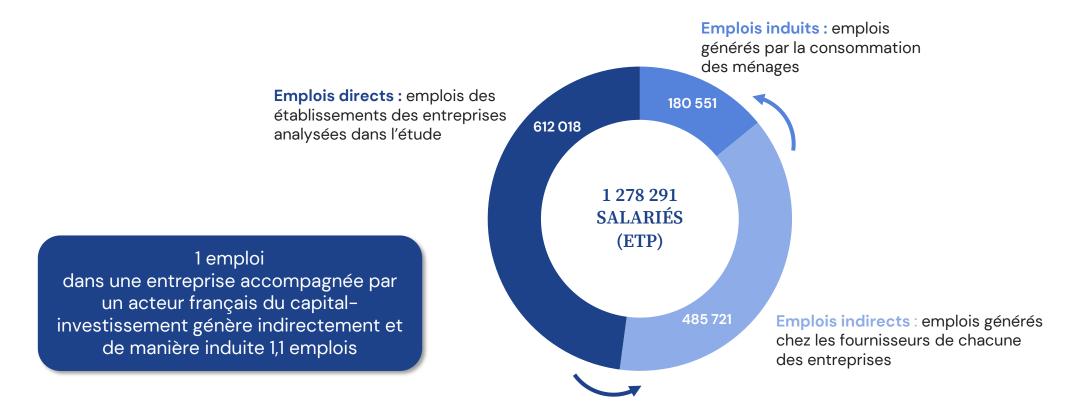
^{*} L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.



⊡

Impact territorial: emplois

Les entités analysées dans l'étude comptaient 612 018 salariés à fin 2021 (pour 121 281 M€ de CA). Les effets indirects et induits de ces entreprises, c'est-à-dire les emplois chez les fournisseurs ou générés par la consommation des ménages, portent l'emploi à 1 278 291 postes.

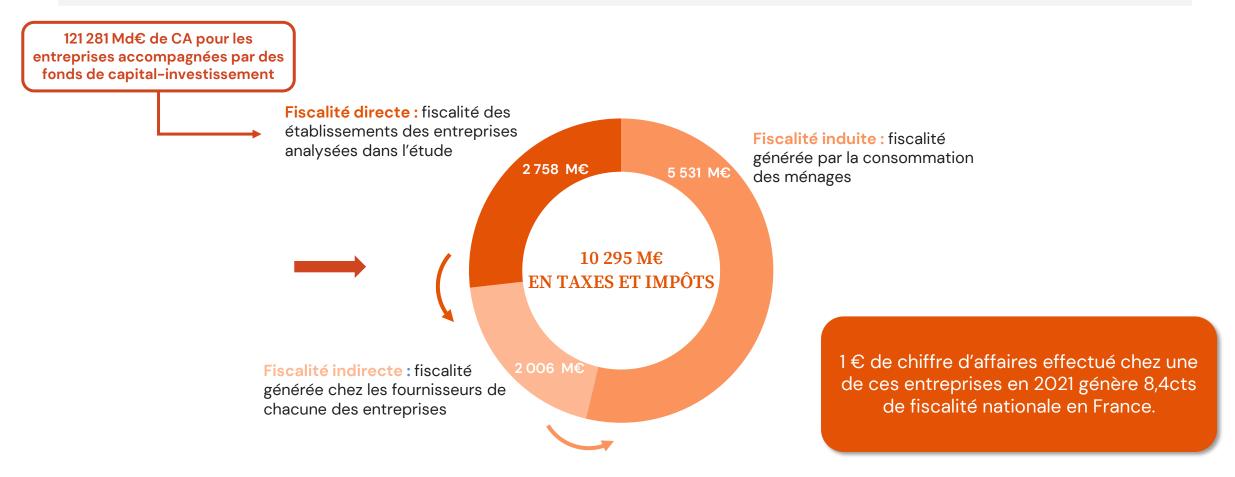


^{*} L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.



Impact territorial : fiscalité

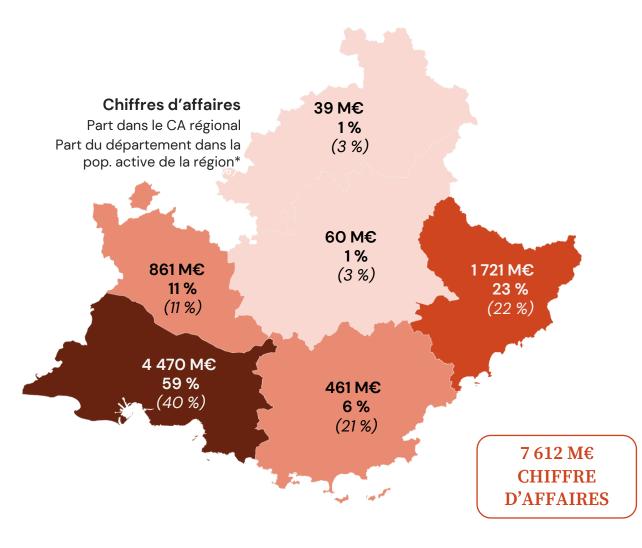
Les entités analysées dans l'étude contribuaient directement à hauteur de 2 758 M€ en taxes et impôts à fin 2021, pour 121 281 M€ de CA. Les effets indirects et induits portaient la fiscalité à 10 295 M€.



^{*} L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2022. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.



Impact territorial en région Provence-Alpes-Côte d'Azur : chiffres d'affaires



La carte ci-contre montre la répartition par département du chiffre d'affaires cumulé en 2021 des établissements d'entreprises accompagnées par des membres de France Invest à fin 2022 en valeur absolue et en pourcentage dans la région ainsi que la part du département dans la population active de la région.

Les Bouches-du-Rhone et les Alpes-Maritimes sont les départements qui concentrent le plus d'activité, suivi du Vaucluse et du Var.

L'activité se concentre notamment autour d'agglomérations de grande taille (Aix-Marseille, Nice) et de taille moins importante (Grasse, Avignon, Antibes, Cavaillon).

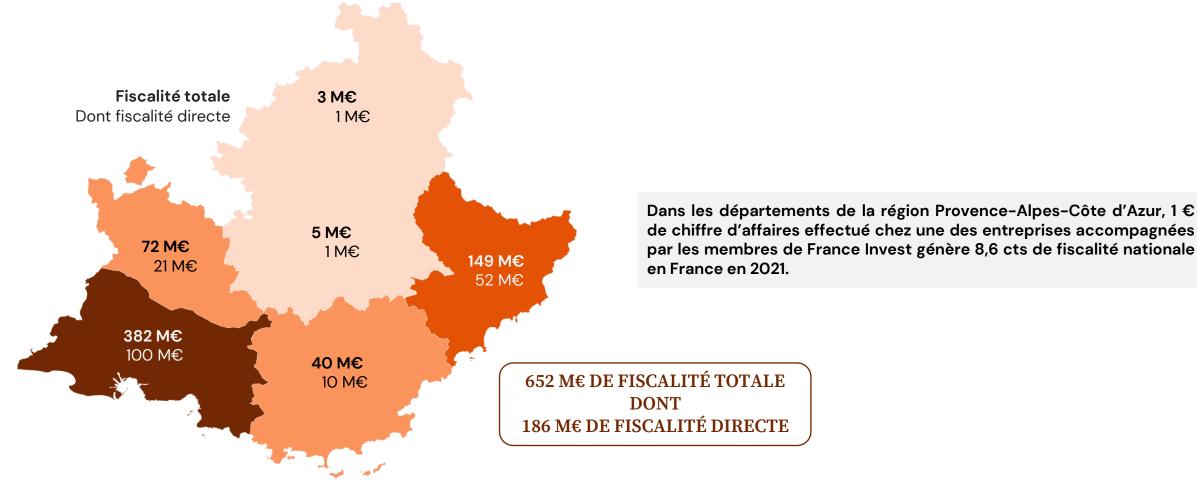
Le chiffre d'affaires au niveau de la région à l'export est de 26 %.

Le chiffre d'affaires est ventilé selon les effectifs de chaque établissement à partir de la méthode IPV (Identifier, Pondérer, Ventiler) développée par IN France.

*La part du département dans la population active de la région vise à quantifier le poids économique du département.



Impact territorial en région Provence-Alpes-Côte d'Azur : fiscalité



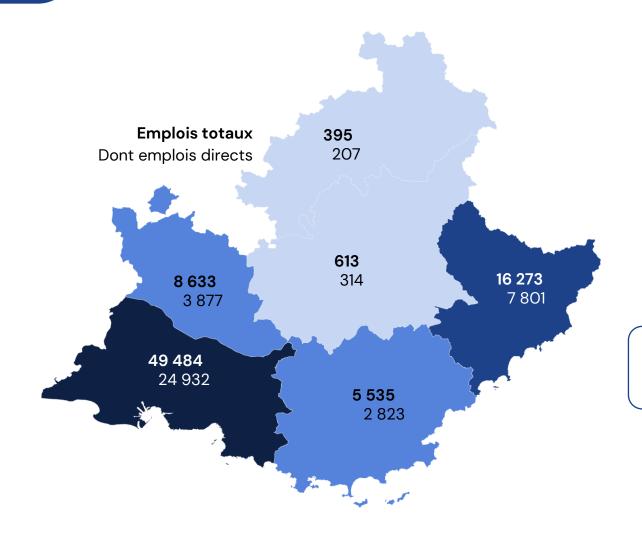
Fiscalité totale : ensemble de la fiscalité générée par l'activité directe de l'entreprise, de ses dépenses fournisseurs et de la consommation des ménages (fiscalité directe, indirecte et induite)
Fiscalité directe : fiscalité de l'établissement, rattachée au département de ce dernier

Fiscalité induite : effets générés par la consommation des ménages

Fiscalité indirecte : effets générés chez les fournisseurs de chacune des entreprises



Impact territorial en région Provence-Alpes-Côte d'Azur : emploi



Dans les départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les emplois indirects et induits des entreprises accompagnées dans la région sont en moyenne légèrement plus nombreux que les emplois directs.

80 933 EMPLOIS TOTAUX DONT 39 954 EMPLOIS DIRECTS

Emplois totaux : ensemble des emplois générés par l'activité directe de l'entreprise, de ses dépenses fournisseurs et de la consommation des ménages (fiscalité directe, indirecte et induite)

Emplois directs: emplois de l'établissement, rattachés au département de ce dernier

Emplois induits: effets générés par la consommation des ménages

Emplois indirects : effets générés chez les fournisseurs de chacune des entreprises